



QUI GOUVERNE LA FRANCE ?

Commissaire européen (tchèque) en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances

Vladimir SPIDLA : LE « SOCIAL » POUR RIRE

Né le 22 avril 1951 à Prague, Vladimir Spidla est sorti de l'Université Charles en 1976 avec le titre de Docteur en Histoire et Préhistoire. Comme il l'écrit lui-même, il s'est voulu un « *honnête homme n'ayant aucune carrière à faire sous le régime communiste de la Tchécoslovaquie* ». Il commence donc sa carrière loin des honneurs : comme ouvrier de scierie, puis dans l'industrie laitière et dans le bâtiment, avant de devenir archéologue, conservateur de la nature et conservateur du patrimoine.



Ses deux passions sont, paraît-il, la conservation des monuments historiques et la course à pied. A la différence de son collègue britannique Peter Mandelson, Vladimir Spidla n'a rien de flamboyant. C'est un homme un peu terne, que l'on dit intègre mais laborieux. Il est surnommé « Marathon Man », non seulement pour son goût du jogging, mais aussi pour sa ténacité. Une tendance à l'acte solitaire et opiniâtre qui fait de lui un technicien plutôt braque, remarquablement doué pour les impairs en public.

C'est la « Révolution de velours » de 1989 qui l'incite à entrer en politique. Il rejoint le nouveau parti social-démocrate CSSP et devient, en 1990, Vice-président du Conseil régional de Jindřichuv Hradec. Membre du présidium du CSSP en 1992, il est élu député en 1996 et président de la Commission de la Politique sociale et de la Santé publique. Vice-président de son parti en mars 1997, il en est élu président en avril 2001, en même temps qu'il entre au gouvernement comme Vice-Premier ministre et ministre du Travail et des affaires sociales. Enfin, il devient Premier ministre en juillet 2002.

Premier chef du gouvernement tchèque à être « pro-européen », Vladimir Spidla va rester à ce poste moins de deux ans. Car, en raison des tensions qui déchirent sa faible majorité au parlement, il a toutes les peines du monde à introduire les « *réformes indispensables* » que Bruxelles, comme de juste, réclame pour juguler le déficit budgétaire dans la perspective de l'adhésion à l'UE.

Un « socialiste » particulièrement anti-social

C'est ainsi qu'en juillet 2003, ce membre de l'Internationale Socialiste fait adopter un amendement législatif portant la TVA de 5 à... 22% (!) pour un grand nombre de services de consommation courante. Décision bien plus injuste qu'une hausse de l'impôt progressif sur les revenus, cette hausse faramineuse de la fiscalité indirecte concerne les loyers, les cordonniers, les teinturiers, les salons de coiffure, les télécommunications, les services des avocats et des comptables, les agences de sécurité, les agences immobilières ou encore la location de voitures.



Spidla a bien compris qu'il s'agit d'une « *réforme capitale* » pour satisfaire Bruxelles. Oui mais voilà : bien que très droitier et très libéral, le Président Vaclav Klaus, un eurosceptique notoire, refuse de promulguer cet amendement qu'il estime franchement trop antisocial. Spidla doit alors rameuter une majorité de députés de gauche et du centre pour surmonter le veto présidentiel, ce à quoi il parvient fin septembre 2003.

L'épisode, naturellement, laisse des traces dans l'électorat, qui apprécie comme on l'imagine l'envolée du prix des services. Aux élections européennes de juin 2004, les partis anti-européens deviennent majoritaires : le Parti démocratique civique (ODS), eurosceptique de droite, du Président Klaus rafle à lui seul 30% des voix, tandis que les communistes orthodoxes ressuscitent, en arrivant second avec 20%. Quant au parti social-démocrate europhile de Vladimir Spidla, il enregistre une déroute à peine imaginable pour un parti au pouvoir : avec moins de 9% des voix, il n'arrive qu'en cinquième position, et ne fait élire que 2 des 24 députés tchèques au parlement européen.

Chassé par 91% des électeurs tchèques, il devient... Commissaire européen

La claque est tellement énorme que « Marathon Man » est contraint de déchausser les crampons. Il démissionne de son poste de Premier ministre mais le Président Vaclav Klaus, bon prince, lui offre aussitôt le poste à la mesure de ses talents : pas mécontent de l'exiler loin de Prague, il le nomme Commissaire européen à Bruxelles. Un certain nombre de Tchèques s'émeuvent de voir qu'un désaveu électoral aussi cinglant permet à Spidla de s'emparer d'un poste où il va détenir du pouvoir à l'échelle du continent. Mais n'est-ce pas au fond la logique même des institutions européennes de recueillir les recalés du suffrage universel, surtout lorsqu'ils ont été chassés du pouvoir pour avoir mis en œuvre les directives antisociales de Bruxelles ?



En tout cas, le nouveau Président de la Commission se frotte les mains de prendre livraison de Vladimir. Un socialiste qui a fait de la ponction fiscale sur les ménages les plus modestes la clé de voûte de son action ? Voilà bien l'homme idéal pour mettre en œuvre une « politique sociale » comme on les aime à Bruxelles ! José Barroso, qui cisèle sa Commission avec un cynisme consommé, lui confie bien sûr le portefeuille de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances. Et, pour faire social, il envoie M. Spidla ouvrir la série des auditions des nouveaux Commissaires au Parlement européen, le 30 septembre 2004.

Croyant bien faire, notre homme s'y présente comme un Tchèque-européen-convaincu et revendique avec lyrisme une filiation conceptuelle avec Georges de Podebrady, roi de Bohême au XV^e siècle, dont il souligne qu'il « a essayé de réaliser son idée d'une unification de notre continent par la paix en envoyant une mission dans les autres royaumes de l'Europe ».

Hélas ! Le parlement européen compte aussi des historiens. Et ceux-ci relèvent que « Marathon Man », avec ses gros sabots, a omis de préciser un détail gênant : le « projet européen » du roi Georges, converti à la religion réformée, avait pour but, onze ans après la chute de Constantinople, de contrer la poussée vers l'ouest de l'Empire ottoman, par un « Pacte de l'établissement de la paix dans le monde chrétien » afin de « défendre la foi du Christ contre les Turcs les plus vicieux ». Le projet avait d'ailleurs capoté parce que le roi de France Louis XI avait d'autres chats à fouetter que d'entrer en guerre contre le Grand Turc pour protéger des Tchèques réformés. En plein débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, la filiation revendiquée par notre commissaire docteur en histoire est donc une bévue monumentale. Elle force les fonctionnaires bruxellois à se contorsionner pour calmer l'incident diplomatique : « Vladimir Spidla voulait avant tout souligner l'ambition européenne de Georges de Podebrady. Il n'y a aucun lien à établir entre le dossier de l'accession turque à l'Union européenne » gémit sa porte-parole.



Au parlement européen on en pleure tellement de rire que l'on en oublie presque de remarquer que Vladimir est venu avec une besace vide. La future politique qu'il dessine ressemble à s'y méprendre à l'art de botter en touche, tout en ouvrant grand la porte aux « *réformes indispensables* ». Interrogé sur la diversité des systèmes de sécurité sociale dans les Etats membres ? Il estime « *nécessaire de les coordonner mais non de les unifier* ». Sur la directive temps de travail ? Il se dit prêt à rechercher « *un compromis qui soit acceptable par une plus grande majorité qu'aujourd'hui* ». Sur la lutte contre la pauvreté ? Il suggère « *d'ouvrir un débat sur le minimum social* » tout en précisant qu'il conviendrait « *de mettre en place une politique sociale flexible* ».

L'art de la politique du Vide social

Ce Tchèque sans provisions esquisse ainsi une politique du Vide social à laquelle il va donner un fondement théorique, notamment lors du colloque organisé le 20 juin 2005 par le Lisbon Council (un « think tank » bruxellois manipulé par les Américains) sur la « *modernisation du modèle social européen* ». Partant du principe que la meilleure défense est l'attaque, ce représentant d'un pays de l'est qui a tout à gagner au moins disant social face aux membres plus riches de l'UE joue les Abbés Pierre indignés : « *Dans cette Europe riche et évoluée, 15% des citoyens vivent dans une extrême pauvreté. [...] L'Union européenne compte plusieurs millions de Roms et leur nombre augmentera encore sensiblement avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions déplorables – familles de dix personnes vivant une seule pièce, dans des taudis sans électricité, ni eau courante, ni raccordement à l'égout* ». Vous pigez ? Dans la mesure où les smicards français ne vivent pas, eux, dans des roulottes au milieu des décharges publiques, ce recadrage du « social » au niveau européen revient à dénoncer le refus de la précarisation par les salariés français comme le scandaleux caprice de gosses de riches. Imparable, non ?

Et Vladimir de poursuivre dans cette logique : « *Il y a quelques mois, le Président Barroso, ici même, a dit qu'il n'appartient pas à la Commission de défendre les 15 anciens États membres contre les 10 nouveaux. De même, les gouvernements et les syndicats ne peuvent ériger de barrières protectionnistes sous prétexte de lutter contre le chômage* ».

Pour notre socialiste tchèque, le modèle social européen « *modernisé* » n'a donc « *pas vocation à conserver le statu quo « sous vide* ». Il ne peut pas non plus se muer en musée où nous rêverons du bon vieux temps. [...] Il vise essentiellement à tenter de remédier aux formes fondamentalement injustes de différences entre les individus, sans éliminer la disparité de résultats acceptable d'un point de vue éthique ». Car, important élément de modernité, le modèle social européen nouvelle vague « *ne doit pas empêcher les personnes dont la prospérité tient à leurs propres mérites de récolter les fruits de leur succès* ».

Fort de cette analyse, notre membre de l'Internationale socialiste affiche sa devise d'action sur son site officiel : « *Egalité, Mobilité, Dignité* ». Un bras d'honneur à notre devise nationale, en somme. D'ailleurs, il fait de 2006 « *l'année de la mobilité des travailleurs au sein de l'UE* » et il annonce que le fonds européen qui va être créé pour atténuer l'effet des délocalisations, bien modeste financièrement, ne concernera que les délocalisations extra-européennes « *car les délocalisations à l'intérieur de l'UE ne sont pas de vraies délocalisations* ». Pardi !

Et puisque, dans son esprit, être social c'est au fond laisser agir les forces du marché, il joint le geste à la parole : en décidant de se mettre aux abonnés absents dès qu'il surgit de graves problèmes sociaux et en concentrant son « action » sur des campagnes d'agit-prop dignes de Guy Lux.

- en avril 2005, alors que la directive Bolkestein enflamme la campagne référendaire en France, le Commissaire aux Affaires sociales reste muet, préférant consacrer son énergie à lancer une grande campagne contre le bruit.
- alors que la France s'enfonce dans la crise des banlieues à l'automne 2005, il reste coi et part en visite officielle en Chine.
- alors que de forts mouvements sociaux agitent plusieurs pays européens au printemps 2006, et notamment la France où la crise rebondit avec le CPE, il ne dit mot mais lance une grande campagne contre le tabagisme.



Un amuseur public pour détourner l'attention des vrais problèmes

Aux dernières nouvelles, M. Spidla poursuit consciencieusement son métier d'amuseur public. Le 25 avril 2007, en compagnie de M. Moscovici, ancien ministre socialiste français en charge des questions européennes, il a ainsi lancé à Strasbourg le « *camion européen de la diversité* ». Sur le modèle du Cirque Pinder, ce camion a « *parcouru plus de 18 000 km* », « *renseigné les citoyens sur leurs droits à l'égalité de traitement* » et a « *assuré la promotion de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous en 2007* ».

Alors que 2007 s'achève, chacun peut mesurer que cette tournée, à part contribuer à l'émission de CO² dans l'atmosphère, aura surtout permis, une nouvelle fois, de « faire du social » pour rire tout en laissant le démantèlement des acquis sociaux des Français se poursuivre sans vergogne. ■



L'AVIS DE L'UPR



Le Président de la Commission européenne, José Barroso, a délibérément confié le portefeuille sensible des questions sociales à un Commissaire originaire d'un pays de l'est, remarqué pour son ardeur à s'attaquer au pouvoir d'achat des plus démunis. Alors qu'un Commissaire originaire d'un pays riche d'Europe de l'ouest aurait été plus vigilant sur les acquis sociaux, M. Spidla se fait au contraire un devoir de ne rien faire qui puisse entraver l'actuelle politique de démantèlement.

Avec ses campagnes promotionnelles contre le bruit, le tabac ou pour l'égalité des chances, M. Spidla est un leurre parfait pour duper ceux qui veulent encore croire à « l'Europe sociale ».

